

## BLOC QUÉBÉCOIS

## Hurtubise et Bachand voient la crise différemment

LOUISE BÉDARD  
lbedard@canadafrancais.com

«On peut aimer ou pas Martine Ouellet, là n'est pas la question. Qu'il y ait des tensions de travail au sein de l'aile parlementaire, c'est presque normal. Mais qu'un groupe de députés impose au bureau national et à l'ensemble des militants leurs désirs, cela n'est pas normal.»

Denis Hurtubise, président du Bloc québécois du comté de Saint-Jean, réagit ainsi au départ du caucus de sept des dix députés bloquistes et à la crise qu'elle provoque au sein du parti. Il trouve dommageable leur



Claude Bachand est parmi les ex-députés à réclamer le départ de Martine Ouellet.

action pour la démocratie au sein du parti et pour le militantisme.

Le président de l'association bloquiste rappelle que Mme Ouellet n'avait pas eu d'opposition lors de la course à la chefferie. Aucun autre candidat ne s'était manifesté, 18 mois après la démission de Gilles Duceppe, note-t-il.

Pour M. Hurtubise, le Bloc québécois appartient à tous ses membres et il existe des règles à suivre pour destituer un chef. «Ne pas tenir compte de ces règles en quittant le parti et en faisant un gros *show* dans les médias, c'est bafouer la démocratie interne du parti et le travail de tous les militants dans les exécutifs, les conseils régionaux, les conseils nationaux et les congrès», fait-il valoir.

À quoi servirait tout le travail des militants si des députés avaient un droit de veto de la sorte? demande aussi M. Hurtubise.

## LEADERSHIP

Il aurait préféré que les sept députés fassent le débat sur le leadership de Mme Ouellet à l'intérieur du parti. Il indique que l'association du comté de Saint-Jean n'a pas l'intention de demander que soit avancée la tenue du vote de confiance prévue au prochain congrès du parti en mai 2019, soit quatre mois avant le scrutin fédéral.

Pendant que le parti est déchiré par des tensions internes, le débat sur les «vraies affaires» comme le budget ne se fait pas, déplore le président de l'exécutif de Saint-Jean.

Quant à la prise de position de 22 ex-députés, dont Claude Bachand, de Saint-Jean, M. Hurtubise croit qu'ils ont agi trop rapidement. Ces anciens députés incluant leur ancien chef, Gilles Duceppe, ont réclamé le départ de Mme Ouellet.

## CLAUDE BACHAND

Représentant du comté de Saint-Jean à Ottawa de 1993 à 2011, M. Bachand est au nombre des signataires de la lettre qui disent comprendre le geste des sept démissionnaires. Ils défendent l'idée que la défense des intérêts du Québec à Ottawa et la promotion de l'indépendance sont intimement liées et que cette approche a fait ses preuves.

Les ex-députés déplorent que les conflits internes au Bloc, que l'intransigeance de Martine Ouellet n'a fait qu'exacerber, affaiblissent le Québec tout entier.

M. Bachand dit qu'il connaît Mme Ouellet depuis 15 ans. Il parle de son caractère cassant tout en lui reconnaissant son travail acharné et sa capacité à soutenir



Denis Hurtubise, président du Bloc de Saint-Jean, ne demandera pas de devancer le vote de confiance.

la pression. Mais il comprend que les sept députés ne puissent continuer à travailler avec elle. Pour que Louis Plamondon démissionne, il faut qu'il ait été aux dernières limites, évalue M. Bachand.

Il estime que Mme Ouellet n'a pas les qualités nécessaires pour être chef. Pour lui, un leader doit faire preuve de modestie, de flexibilité et être de bon commerce. Il ne retrouve pas ces attributs chez la chef bloquiste. L'ancien député ne voit pas de sortie de crise autrement que par son départ et estime que le conflit doit être réglé le plus vite possible.

## Rioux défend le budget et son impact pour Saint-Jean

LOUISE BÉDARD  
lbedard@canadafrancais.com

Le député fédéral de Saint-Jean, Jean Rioux, défend le troisième budget Morneau comme s'inscrivant dans la continuité avec notamment l'indexation au coût de la vie de l'Allocation canadienne pour enfants.

Parmi la panoplie de mesures prévues au budget, il en signale certaines qui auront selon lui un impact dans la circonscription. Il cite celles pour favoriser une plus grande égalité des femmes sur le marché du travail. Une des dispositions du budget a pour but d'inciter les femmes à s'inscrire à des formations pour les métiers non traditionnels.

«Ces mesures peuvent représenter jusqu'à 8000\$ sur deux ans pour les participantes admissibles. C'est un type de

formation qui est offert dans le comté de Saint-Jean. Ces nouvelles mesures devraient avoir des impacts dans la région», évalue-t-il.

## EMPLOI SAISONNIER

Le député Rioux se réjouit que le gouvernement intervienne pour résoudre le problème des travailleurs saisonniers qui ont épuisé leurs prestations d'assurance-emploi. Le budget prévoit 80 M\$ cette année, par l'intermédiaire des Ententes sur le développement du marché du travail fédérales-provinciales.

«Pour le comté de Saint-Jean, cette question touche les travailleurs saisonniers des secteurs touristique et agricole. Le programme d'assurance-emploi doit être mieux adapté et plus efficace pour refléter la réalité économique des régions.»

## RECHERCHE

Quant aux sommes importantes promises pour financer la recherche, il croit que le Cégep et le Centre de recherche et de développement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pourraient bénéficier des investissements dans les infrastructures de recherche tout comme les entreprises de pointe de la région.

Avec la somme prévue pour les agences de développement économique régionales, le député a bon espoir que ces ajouts permettront d'augmenter la capitalisation des organismes comme les Centres d'aide aux entreprises.

Il signale que le budget 2018 confirme les sommes promises pour le financement du programme universitaire au Collège militaire royal de Saint-Jean. Les premiers étudiants sont attendus au mois d'août.

## SÉCURITÉ

Le gouvernement compte investir 750 M\$ sur cinq ans pour préserver la cybersécurité. «Ces investissements fédéraux cadrent bien dans le développement du pôle d'innovation en défense et sécurité que les partenaires économiques et politiques de la région du Haut-Richelieu mettent en place actuellement.»

Ottawa annonce aussi son intention de consacrer 173 M\$ pour soutenir les opérations de sécurité à la frontière et le traitement des demandes d'asile. «Ces sommes supplémentaires permettront aux organisations comme la GRC d'avoir plus de moyens pour répondre aux situations d'urgence aux frontières», indique Jean Rioux faisant référence à l'épisode de l'an dernier des passages illégaux à Saint-Bernard-de-Lacolle.

## ACTIONS AGROENVIRONNEMENTALES

## Atelier interactif à Saint-Jean pour les producteurs agricoles

La Fédération de l'UPA de la Montérégie, en collaboration avec la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, invite gratuitement les agriculteurs des municipalités de Saint-Jean-sur-Richelieu, Mont-Saint-Grégoire, Saint-Alexandre et Sainte-Anne-de-Sabre-vois à un atelier interactif sur la mise en œuvre d'actions agroenvironnementales.

Cet atelier aura lieu le 16 mars prochain, de 9 heures à 15h30, au Pavillon jeunesse situé au 131, rue Talon, à Saint-Jean-sur-Richelieu.

«L'environnement a toujours été l'une des priorités de l'UPA puisque la terre est l'outil de travail des agriculteurs. Depuis 2014, la Fédération offre un support technique et financier aux producteurs

agricoles des ruisseaux Hazen-Bleury et à la Barbotte afin d'encourager l'adoption de pratiques agroenvironnementales et développer des aménagements qui améliorent la qualité de l'eau et des habitats aquatiques», souligne Christian St-Jacques, président de la Fédération de l'UPA de la Montérégie.

## PRATIQUES

L'atelier vise à promouvoir les pratiques agroenvironnementales telles que l'implantation de cultures de couverture, de bandes riveraines et une saine gestion des mauvaises herbes et des pesticides.

Les conférences en avant-midi seront suivies d'un atelier animé par des agronomes experts de l'agroenvironnement. Ils aideront

les participants à identifier les difficultés dans la réalisation des pratiques agroenvironnementales, ainsi qu'à bien planifier les étapes à suivre pour réaliser ces pratiques.

L'inscription obligatoire doit se faire avant le 12 mars auprès de Louise Simard, au 450 774-9154, poste 5221, ou à lsimard@upa.qc.ca.

Le projet par bassin versant des ruisseaux Hazen-Bleury et à la Barbotte est rendu possible grâce à l'appui financier d'Environnement et Changement climatique Canada à travers son programme d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril. Cet atelier a reçu une contribution financière du MAPAQ par le programme Prime-Vert, volet 4.

EN APPEL D'OFFRES  
CETTE SEMAINE

VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

NO : SA-2513-TP-18

Fourniture de pierre concassée

.....page B-12

## ERRATUM

NO : SA-2516-TP-18 ..... page B-12